

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 33.390/2

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, le 13 mai 2002, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas un mois, sur un avant-projet d'ordonnance "portant diverses réformes en vertu de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 13 juillet 2001 portant transfert aux Régions et Communautés de diverses compétences", a donné le 12 juin 2002 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 33.390/2

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 13 mei 2002 door de Minister-Voorzitter van de Regering van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste een maand, van advies te dienen over een voorontwerp van ordonnantie "houdende diverse hervormingen krachtens de bijzondere wet tot hervorming van de instellingen houdende overdracht van diverse bevoegdheden aan de Gewesten en de Gemeenschappen", heeft op 12 juni 2002 het volgende advies gegeven :

Observation générale

Il n'y a pas lieu d'inscrire dans un même avant-projet d'ordonnance des dispositions relevant de deux ordres d'idées fort différents. Mieux vaudrait consacrer une ordonnance aux modifications de la Nouvelle loi communale et une autre ordonnance aux dispositions relatives au régime des administrations culturelles. Cette scission s'impose d'autant plus que les dispositions relevant de ces deux ordres de considérations doivent être élaborées dans des conditions différentes.

D'une part, les dispositions prises en vertu de l'article 6, § 1^{er}, VIII, 1° à 5°, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles doivent faire l'objet d'une ordonnance prise à la majorité absolue des suffrages et à la majorité absolue dans chaque groupe linguistique et ce, en vertu de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, telle que modifiée par la loi spéciale du 13 juillet 2001 portant transfert aux Régions et Communautés de diverses compétences. Il n'en va pas de même des autres dispositions de l'avant-projet d'ordonnance.

D'autre part, comme on l'indiquera ci-après, certaines dispositions relatives aux fabriques d'églises ne peuvent être prises que moyennant un accord de coopération, ce qui n'est pas le cas pour les modifications de la Nouvelle loi communale.

Observations particulières

Examen du projet

Intitulé

Les mots "de réformes institutionnelles" doivent être omis.

Dispositif

Observations sur le chapitre II

1. Dans un avis 31.741/VR, donné le 29 mai 2001, relatif à une proposition de loi "portant diverses réformes institutionnelles relatives aux institutions locales de la Région de Bruxelles-Capitale", les chambres réunies du Conseil d'Etat se sont interrogées sur la manière dont la régionalisation de la loi communale pouvait s'appliquer dans ladite Région. Elles ont notamment observé que "la précision des règles posées par les articles 279 et 280 de la Nouvelle loi communale et 23bis de la loi électorale communale ne laisse (...) guère d'espace à la compétence régionale en la matière". Pour ne prendre que cet exemple, le législateur régional bruxellois ne saurait décider de manière autonome que les échevins des communes bruxelloises seront désormais nommés par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale ou seront choisis discrétionnairement par le bourgmestre. Il n'en reste pas moins que, dans l'exercice des compétences qui lui sont désormais dévolues, la Région bruxelloise est en mesure de modaliser la procédure d'élection des échevins telle qu'elle est organisée par l'article 15 de la Nouvelle loi communale et telle qu'elle est visée par l'article 279 de la même loi.

2. Il y a lieu d'intervertir les sections 1 et 2. En effet, les modifications à un même texte doivent se faire dans l'ordre numérique des dispositions à modifier.

La section 2, qui vise à modifier l'article 15, § 1^{er}, de la Nouvelle loi communale, deviendra la section 1 et la section 1, qui concerne les articles 80, alinéa 4, et 83, alinéa 1^{er}, deviendra la section 2.

Article 2

A l'article 2, il convient de remplacer les mots "entre les mains du" par les mots "devant le".

Article 4

1. L'attention de l'auteur de l'avant-projet est attirée sur le fait que la règle du "tiers plus un" ne facilitera pas l'élection de l'échevin dans l'hypothèse où la liste du candidat à présenter comptera deux, trois, quatre, cinq ou sept élus.

Il serait plus simple d'écrire "d'un tiers ..." ou "de plus d'un tiers ...".

2. Il y a lieu d'écrire le chiffre "2" en toutes lettres.

3. Pour respecter la terminologie de la disposition que l'on tend à modifier, il convient de remplacer les mots "candidature" et "acte de candidature" par "acte de présentation".

4. L'article 15, § 1^{er}, alinéa 4, de la Nouvelle loi communale n'exige pas qu'un candidat "rallie la majorité des suffrages du conseil communal" pour être élu. En effet "en cas de parité au ballottage, le plus âgé l'emporte".

5. Tel qu'il est rédigé, le texte proposé semble admettre qu'une présentation orale peut être effectuée même lorsqu'il y a eu une présentation écrite recevable. Telle n'est toutefois pas l'interprétation qui prévaut du texte actuel de l'article 15, § 1^{er}, alinéa 1^{er} de la Nouvelle loi communale, et le commentaire de la disposition en projet ne semble pas vouloir la modifier. La disposition serait dès lors mieux rédigée comme suit:

"Si deux mois après la vacance d'un mandat d'échevin ou deux mois après la séance d'installation du conseil communal, il n'a pu être pourvu à un ou plusieurs mandats d'échevins, soit parce qu'aucun candidat présenté par écrit n'a été élu, soit parce que, dans l'hypothèse où aucun candidat n'a été présenté par écrit, aucun candidat n'a pu être élu à la suite d'une présentation de vive voix en séance, le nombre de signatures nécessaires pour qu'un acte de présentation soit recevable est d'un tiers (variante : de plus d'un tiers) des élus de la liste du candidat présenté."

.../...

Article 5

1. L'article 6, § 1^{er}, VIII, alinéa 1^{er}, 6°, de la loi spéciale du 8 août 1980, précitée, attribue aux Régions la compétence relative "aux fabriques d'églises et les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus, à l'exception de la reconnaissance des cultes et des traitements et pensions des ministres des cultes".

Les Régions sont donc compétentes pour tout ce qui concerne le temporel des cultes, c'est-à-dire la gestion des biens et des revenus des cultes ¹, mais elles ne sont pas compétentes pour reconnaître des cultes, ni pour allouer des traitements et des pensions aux ministres des cultes reconnus que l'Etat fédéral est tenu de prendre en charge en vertu de l'article 181, § 1^{er}, de la Constitution.

L'article 61 de la loi du 18 germinal an X relative à l'organisation des cultes figure dans le titre IV intitulé "De la circonscription des archevêchés, des évêchés, et des paroisses; des édifices destinés au culte et du traitement des ministres", et dans une section intitulée "De la circonscription des paroisses". Il traite de l'organisation du culte catholique, en l'occurrence du nombre et des étendues des succursales. Dans la mesure où l'approbation gouvernementale à la création de succursales a pour principal effet de permettre l'institution de fabriques d'églises ², cette disposition relève de la compétence des Régions.

L'attention de l'auteur de l'avant-projet est toutefois attirée sur le fait que, comme il a été souligné lors des travaux préparatoires, l'organisation interne d'une religion relève de la liberté de culte. L'évêque pourrait donc soumettre à approbation gouvernementale des circonscriptions dépassant les limites d'une région.

L'article 92bis, § 2, f), de la loi spéciale du 8 août 1980, précitée, prévoit que les Régions doivent conclure un accord de coopération pour le règlement des questions relatives "aux fabriques d'églises et aux établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus, dont l'activité dépasse les limites d'une région."

(1) Et non pas contrairement à ce qu'indique l'exposé des motifs, pour "la législation relative aux cultes".

(2) Voir Pandectes belges, V° Fabrique d'église, p. 75, n^{os} 75 et 76.

Ainsi que l'a confirmé la fonctionnaire déléguée, cet accord de coopération n'a pas encore été conclu.

La modification que l'avant-projet tend à apporter à l'article 61 de la loi du 18 germinal an X, précité, ne peut valoir que pour l'approbation des circonscriptions des succursales qui ne dépassent pas les limites du territoire de la Région de Bruxelles-Capitale³.

Cette précision doit figurer dans le texte de l'avant-projet. Une observation similaire peut être faite pour les articles 6 à 30.

2. Dans la phrase liminaire, il y a lieu de corriger la disposition comme suit :

"Art. 5. Le texte français de l'article 61 de la loi du 18 germinal an X relative à l'organisation des cultes est remplacé ...".

A l'alinéa 2, il convient d'indiquer : "l'article 61 de la même loi".

Article 6

L'abrogation des articles 75 et 77 de la loi du 18 germinal an X n'est pas commentée dans l'exposé des motifs.

L'attention de l'auteur de l'avant-projet est attirée sur le fait que l'article 75, précité, n'est pas dépourvu d'utilité dans la mesure où il justifie le droit de l'Eglise d'utiliser les édifices mis à sa disposition par les autorités publiques.

Il en va de même de l'article 77, précité, qui prévoit que "dans les paroisses où il n'y aura point d'édifice disponible, l'évêque se consulte avec le préfet pour la désignation d'un édifice convenable".

⁽³⁾ On ne saurait perdre de vue par exemple que l'archevêché de Malines-Bruxelles se situe sur le territoire des trois régions.

Il y aurait lieu tout au plus de remplacer le mot "préfet" dans cet article par les mots "le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale."

Article 8

A l'alinéa 1^{er}, il y a lieu de préciser qu'il s'agit de l'alinéa 2 de l'article 63 de la même loi.

L'alinéa 2 doit être corrigé comme suit :

"Le texte néerlandais de l'article 63 de la même loi est établi comme suit : (...)"

Article 13

Comme il a été observé plus haut, à propos de l'article 5, les fabriques d'église dont l'activité dépasse les limites d'une région doivent faire l'objet d'un accord de coopération en vertu de l'article 92bis, § 2, f), de la loi spéciale du 8 août 1980, précitée.

L'avant-projet ne peut donc prévoir unilatéralement une disposition relative à une fabrique des cathédrales que dans l'hypothèse d'un diocèse dont les limites ne dépasseraient pas celles de la Région de Bruxelles-Capitale.

Par conséquent, les mots "lorsque le siège de l'évêché se situe sur le territoire de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale" doivent être omis.

La même observation vaut pour l'article 28.

Article 17

Il convient de corriger la disposition comme suit :

"Art. 17. Le texte français de l'article 2 de la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes est remplacé par la disposition suivante : ...".

Article 18

1. Il convient de remplacer en outre les mots "la députation" qui figurent à l'article 3, alinéa 3, de la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes.

2. Au 2°, il y a lieu de corriger la disposition, le terme "alinéa" étant un nom masculin.

Cette remarque vaut également pour l'article 21, 2°.

Article 20

La phrase liminaire doit être rédigée comme suit :

"Art. 20. Le texte français de l'article 7 de la même loi est remplacé par ...".

Dans la version française, la phrase liminaire du second alinéa doit être rédigée en français.

Article 24

1. Les modifications que l'avant-projet tend à apporter à l'article 15bis de la loi du 4 mars 1870, précitée, suppriment toute notification des décisions de tutelle à "l'autorité cultuelle compétente". A nouveau, cette modification de fond ne fait l'objet d'aucun commentaire dans l'exposé des motifs.

La même observation vaut pour les articles 25 et 27.

2. Il convient d'écrire :

"Art. 24. Dans l'article 15bis de la même loi, inséré par la loi du 10 mars 1999, les modifications ...".

Au 2°, la disposition abrogée doit être complétée comme suit :

"à l'autorité cultuelle compétente, au Ministre de la Justice et".

Article 28

Il convient d'écrire :

"Art. 28. Le texte français de l'article 17 de la même loi est remplacé par la disposition suivante : ...".

Observation finale de légistique

Lorsqu'on fait référence à une disposition d'un texte législatif, il y a lieu d'indiquer la nature, la date et l'intitulé sous lequel ce dernier a été publié lorsqu'il est cité pour la première fois. Si d'autres dispositions du même texte sont citées, il y a lieu d'indiquer, chaque fois : "article ... de la même loi (du même décret impérial, ...).

Cette observation vaut pour la plupart des articles de l'avant-projet.

Observation finale concernant le texte néerlandais

Le texte néerlandais de l'avant-projet est susceptible d'amélioration. Ainsi, il y a lieu d'écrire par exemple dans le texte néerlandais de l'article 61 de la loi du 18 germinal an X (article 5 de l'avant-projet) "hulpkerken" au lieu de "filialen", conformément à la terminologie de la loi du 4 mars 1870. A l'article 7 de l'avant-projet, il y a lieu d'écrire : "Als de gewone uitgave uitgetrokken op de begroting geen ... bij hoofdstuk IV van deze regeling; die beslissing wordt door de voorzitter ter kennis gebracht van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering". A la fin de l'article 9 de l'avant-projet, il y a lieu d'écrire : "die beslissing wordt door de schatbewaarder ter kennis gebracht van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering". A l'article 17 de l'avant-projet, on emploiera, pour indiquer une date, un chiffre cardinal au lieu d'un chiffre ordinal; cette observation vaut pour l'ensemble de l'avant-projet. A l'article 23 de l'avant-projet, il y a lieu d'écrire "bekrachtigt" au lieu de "bestatigt". A l'article 28 de l'avant-projet, il y a lieu d'écrire "In het geval bepaald in artikel 15".

Algemene opmerking

Het is niet wenselijk in eenzelfde voorontwerp van ordonnantie bepalingen op te nemen die tot twee sterk uiteenlopende domeinen behoren. Het zou beter zijn in een ordonnantie alle wijzigingen van de nieuwe gemeentewet te groeperen, en in een andere de bepalingen betreffende de regeling inzake de bestuurslichamen van de erediensten. Een zodanige splitsing is des te noodzakelijker, daar de bepalingen die tot elk van de beide domeinen behoren op verschillende wijze moeten worden uitgewerkt.

Enerzijds moeten de bepalingen vastgesteld krachtens artikel 6, § 1, VIII, 1° tot 5°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen opgenomen worden in een ordonnantie die wordt aangenomen met de absolute meerderheid van de stemmen en met een absolute meerderheid in elke taalgroep, zulks krachtens de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, gewijzigd bij de bijzondere wet van 13 juli 2001 houdende overdracht van diverse bevoegdheden aan de gewesten en de gemeenschappen. Dat is echter niet zo met de overige bepalingen van het voorwerp van ordonnantie.

Anderzijds kunnen, zoals hierna wordt aangegeven, een aantal bepalingen betreffende de kerkfabrieken alleen worden vastgesteld mits een samenwerkingsakkoord wordt gesloten, wat niet het geval is met de wijzigingen van de nieuwe gemeentewet.

Bijzondere opmerkingen

Onderzoek van het ontwerp

Opschrift

Men schrijve : "... krachtens de bijzondere wet van 13 juli 2001 houdende overdracht ...".

Dispositief

Opmerkingen omtrent hoofdstuk II

1. In advies 31.741/VR, gegeven op 29 mei 2001 omtrent een voorstel van wet "houdende diverse institutionele hervormingen betreffende de lokale instellingen van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest", hebben de verenigde kamers van de Raad van State zich afgevraagd op welke manier de regionalisering van de gemeentewet in het voornoemde gewest kan worden toegepast. Ze hebben onder meer het volgende opgemerkt : "De precisie van de regels opgelegd bij de artikelen 279 en 280 van de Nieuwe Gemeentewet en 23bis van de gemeentekieswet laat (...) weinig ruimte voor de gewestelijke bevoegdheid terzake". Zo kan, om maar één voorbeeld te noemen, de Brusselse gewestwetgever niet autonoom beslissen dat de schepenen van de Brusselse gemeenten voortaan benoemd worden door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering of op discretionaire wijze door de burgemeester worden gekozen. Dat neemt niet weg dat het Brussels Gewest, in de uitoefening van de bevoegdheden die het voortaan toegewezen krijgt, de wijze van verkiezen van de schepenen, zoals ze thans geregeld wordt bij artikel 15 van de nieuwe gemeentewet en zoals ernaar verwezen wordt in artikel 279 van diezelfde wet, kan aanpassen.

2. De volgorde van de afdelingen 1 en 2 moet worden omgekeerd. De wijzigingen in één en dezelfde tekst moeten immers worden aangebracht in de volgorde op nummer van de te wijzigen bepalingen.

Afdeling 2, waarbij beoogd wordt artikel 15, § 1, van de nieuwe gemeentewet te wijzigen, wordt dan afdeling 1, terwijl afdeling 1, die de artikelen 80, vierde lid, en 83, eerste lid, betreft, afdeling 2 wordt.

Artikel 2

In artikel 2 moeten de woorden "in handen van" vervangen worden door de woorden "ten overstaan van".

Artikel 4

1. De steller van het voorontwerp wordt erop gewezen dat de regel van "een derde plus één" de verkiezing van de schepen niet zal vergemakkelijken ingeval de lijst van de voor te dragen kandidaat twee, drie, vier, vijf of zeven verkozenen telt.

Het zou eenvoudiger zijn "een derde ..." of "meer dan een derde ..." te schrijven.

2. Het getal "2" moet voluit geschreven worden.

3. Met inachtneming van de terminologie die wordt gebruikt in de bepaling die men beoogt te wijzigen, vervange men het woord "kandidaatstelling" door het woord "voordracht".

4. Artikel 15, § 1, vierde lid, van de nieuwe gemeentewet schrijft niet voor dat een kandidaat "de meerderheid der stemmen krijgt op de gemeenteraad" om te worden verkozen. De regel is immers als volgt : "staken de stemmen bij de herstemming, dan is de oudste in jaren verkozen".

5. De voorgestelde tekst lijkt in zijn huidige lezing toe te staan dat een akte van voordracht mondeling geschiedt, zelfs indien een ontvankelijke schriftelijke voordracht heeft plaatsgehad. Dat is echter niet de interpretatie die voortvloeit uit de huidige tekst van artikel 15, § 1, eerste lid, van de nieuwe gemeentewet, en volgens de toelichting bij de ontworpen bepaling is het niet de bedoeling dat daarin een wijziging wordt aangebracht. Het zou bijgevolg beter zijn de bepaling als volgt te redigeren :

"Indien twee maanden na het openvallen van een schepenmandaat of twee maanden na de installatievergadering van de gemeenteraad een of meer schepenmandaten niet zijn kunnen worden toegewezen, hetzij omdat een schriftelijk voorgedragen kandidaat niet is gekozen, hetzij omdat, ingeval geen enkele kandidaat schriftelijk is voorgedragen, geen enkele kandidaat is kunnen worden gekozen na een mondelinge voordracht tijdens

de vergadering, is een derde (variant : meer dan een derde) van de handtekeningen van de verkozenen op de lijst van de voorgedragen kandidaat vereist wil de akte van voordracht ontvankelijk zijn".

Artikel 5

1. Artikel 6, § 1, VIII, eerste lid, 6°, van de voornoemde bijzondere wet van 8 augustus 1980 kent de gewesten de bevoegdheid toe inzake "de kerkfabrieken en de instellingen die belast zijn met het beheer van de temporaliën van de erkende erediensten, met uitzondering van de erkenning van de erediensten en de wedden en pensioenen van de bedienaars der erediensten".

De gewesten zijn derhalve bevoegd voor al wat de temporaliën van de erediensten betreft, dat wil zeggen het beheer van de goederen en inkomsten van de erediensten ¹, maar ze zijn niet bevoegd om erediensten te erkennen, noch om een wedde of een pensioen toe te kennen aan de bedienaren van de erkende erediensten, die de Federale staat krachtens artikel 181, § 1, van de Grondwet voor zijn rekening moet nemen.

Artikel 61 van de wet van 18 germinal jaar X betreffende de organisatie van de erediensten is opgenomen in titel IV, met als opschrift "Omschrijving van het gebied van de aartsbisdommen, bisdommen en parochies; gebouwen bestemd voor de eredienst en wedde van de bedienaren", in een afdeling met als opschrift "Omschrijving van het gebied van de parochies". Dat artikel handelt over de organisatie van de katholieke eredienst, inzonderheid het aantal en de uitgebreidheid van de hulpkerken ². In zoverre de instemming, door de regering, met het oprichten van hulpkerken voornamelijk tot gevolg heeft dat kerkfabrieken kunnen worden ingesteld ³, regelt die bepaling een materie die onder de gewesten ressorteert.

(1) Doch niet, in tegenstelling tot wat in de memorie van toelichting te lezen staat, voor "de wetgeving inzake erediensten".

(2) Zie infra : slotopmerking betreffende de Nederlandse tekst.

(3) Zie de Pandectes belges, trefwoord Fabrique d'église, blz. 75, nrs. 75 en 76.

De steller van het voorontwerp wordt er evenwel op gewezen dat, zoals tijdens de voorbereidende werkzaamheden reeds is beklemtoond, de interne organisatie van een godsdienst ressorteert onder de godsdienstvrijheid. De bisschop zou dus de omschrijving van bepaalde gebieden die de grenzen van een gewest te buiten gaan, aan de regering ter goedkeuring kunnen voorleggen.

Artikel 92bis, § 2, f, van de voornoemde bijzondere wet van 8 augustus 1980 bepaalt dat de gewesten een samenwerkingsakkoord moeten sluiten voor de regeling van de aangelegenheden die betrekking hebben "op de kerkfabrieken en op de instellingen die belast zijn met het beheer van de temporalien van de erkende erediensten die de grenzen van een gewest overschrijden".

Zoals de gemachtigde ambtenaar heeft bevestigd, is dat samenwerkingsakkoord nog niet gesloten.

De wijziging die het voorontwerp beoogt aan te brengen in artikel 61 van de voornoemde wet van 18 germinal jaar X kan alleen gelden voor de goedkeuring van de omschrijving van het gebied van de hulpkerken die de grenzen van het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest niet te buiten gaan ⁴.

Die precisering moet voorkomen in de tekst van het voorontwerp. Een soortgelijke opmerking kan worden gemaakt in verband met de artikelen 6 tot 30.

2. In de inleidende zin moet worden geschreven:

"Art. 5. De Franse tekst van artikel 61 van de wet van 18 germinal jaar X betreffende de organisatie van de erediensten wordt vervangen als volgt :".

In het tweede lid schrijve men "artikel 61 van dezelfde wet".

⁽⁴⁾ Er mag bij voorbeeld niet uit het oog worden verloren dat het aartsbisdom Mechelen-Brussel zich over het grondgebied van de drie gewesten uitspreidt.

Artikel 6

De opheffing van de artikelen 75 en 77 van de wet van 18 germinal jaar X wordt niet besproken in de memorie van toelichting.

De steller van het voorontwerp wordt erop gewezen dat het voornoemde artikel 75 niet doelloos is in zoverre het het recht van de kerk rechtvaardigt om de gebouwen aan te wenden die de overheid haar ter beschikking stelt.

Hetzelfde geldt voor het voornoemde artikel 77, dat bepaalt dat in de parochies waar geen beschikbaar gebouw voorhanden is, de bisschop overlegt met de prefect met het oog op het aanwijzen van een geschikt gebouw.

Hooguit dient het woord "prefect" in dat artikel vervangen te worden door de woorden "Brusselse Hoofdstedelijke Regering".

Artikel 8

In het eerste lid moet worden gepreciseerd dat het gaat om het tweede lid van artikel 63 van dezelfde wet.

Het tweede lid moet als volgt worden gesteld :

"De Nederlandse tekst van artikel 63 van dezelfde wet wordt vastgesteld als volgt :".

Artikel 13

Zoals hierboven is opgemerkt in verband met artikel 5, moet omtrent de kerkfabrieken waarvan de activiteiten de grenzen van een gewest overschrijden een samenwerkingsakkoord worden gesloten krachtens artikel 92bis, § 2, f, van de voornoemde bijzondere wet van 8 augustus 1980.

Het voorontwerp kan dus slechts eenzijdig voorzien in een bepaling met betrekking tot een kathedrale kerkfabriek in het geval van een diocese waarvan de grenzen die van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest niet te buiten gaan.

Bijgevolg moeten de woorden "wanneer de zetel van het bisdom in het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad gelegen is" vervallen.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 28.

Artikel 17

De bepaling moet als volgt worden aangepast :

"Art. 17. De Franse tekst van artikel 2 van de wet van 4 maart 1870 op het tijdelijke der erediensten wordt vervangen als volgt :".

Artikel 18

1. Ook de woorden "la députation", die voorkomen in artikel 3, derde lid, van de wet van 4 maart 1870 op het tijdelijke der erediensten, moeten worden vervangen.

2. In de Franse tekst van 2° schrijve men "remplacés", daar "alinéa" een mannelijk substantief is.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 21, 2°.

Artikel 20

De inleidende zin moet als volgt worden gesteld :

"Art. 20. De Franse tekst van artikel 7 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :".

In de Franse lezing van dat artikel moet de inleidende zin van het tweede lid in het Frans worden gesteld.

Artikel 24

1. Als gevolg van de wijzigingen die het voorontwerp beoogt aan te brengen in artikel 15bis van de voornoemde wet van 4 maart 1870, vervalt iedere kennisgeving van de beslissingen van de toezichthoudende overheid aan de "voor de eredienst bevoegde overheid". Ook die wijziging ten gronde wordt niet besproken in de memorie van toelichting.

Dezelfde opmerking geldt voor de artikelen 25 en 27.

2. Men schrijve :

"Art. 24. In artikel 15bis van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 10 maart 1999, worden de volgende wijzigingen aangebracht :".

In onderdeel 2°, moet de opgeheven bepaling als volgt worden aangevuld :

"aan de voor de eredienst bevoegde overheid, aan de Minister van Justitie en".

Artikel 28

Men schrijve :

"Art. 28. De Franse tekst van artikel 17 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :".

Slotopmerking betreffende de wetgevingstechniek

Wanneer verwezen wordt naar een bepaling in een wetgevende tekst, moeten de aard, de datum en het opschrift waarmee die tekst is bekendgemaakt, vermeld worden als hij voor het eerst wordt geciteerd. Als nog andere bepalingen van dezelfde tekst geciteerd worden, schrijve men telkens "artikel ... van dezelfde wet (van hetzelfde keizerlijk decreet, ...).

Die opmerking geldt voor het merendeel van de artikelen van het voorontwerp.

Slotopmerking betreffende de Nederlandse tekst

De Nederlandse tekst van het voorontwerp is voor verbetering vatbaar. Zo schrijve men bij voorbeeld in de Nederlandse tekst van artikel 61 van de wet van 18 germinal jaar X (artikel 5 van het voorontwerp) "hulpkerken" in plaats van "filialen", overeenkomstig de terminologie van de wet van 4 maart 1870. In artikel 7 van het voorontwerp schrijve men : "Als de gewone uitgave uitgetrokken op de begroting geen ... bij hoofdstuk IV van deze regeling; die beslissing wordt door de voorzitter ter kennis gebracht van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering". In artikel 9, in fine, van het voorontwerp schrijve men : "die beslissing wordt door de schatbewaarder ter kennis gebracht van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering". In artikel 17 van het voorontwerp gebruike men voor de opgaaf van een datum een hoofdtelwoord, doch niet een rangtelwoord; die opmerking geldt voor het gehele voorontwerp. In artikel 23 van het voorontwerp schrijve men "bekrachtigt" in plaats van "bestatigt". In artikel 28 van het voorontwerp schrijve men "In het geval bepaald in artikel 15".

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs
de Heren

Y. KREINS,

président de chambre,
kamervoorzitter,

Madame
Mevrouw

J. JAUMOTTE,
M. BAGUET,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

Messieurs
de Heren

F. DELPÉRÉE,
J. KIRKPATRICK,

assesseurs de la section de législation,
assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame
Mevrouw

A.-C. VAN GEERSDAELE,

greffier assumé,
toegevoegd griffier.

Le rapport a été présenté par M. L. DETROUX, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée par Mme G. MARTOU, référendaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht door de H. L. DETROUX, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld door Mevr. G. MARTOU, adjunct-referendaris.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. JAUMOTTE.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. JAUMOTTE.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRÉSIDENT - DE VOORZITTER,

A.-C. VAN GEERSDAELE

Y. KREINS